

Victoire pour les fabricants d'armes

INITIATIVE Le peuple écarte toute interdiction de financement par la Banque nationale et les caisses de pension.

PAR PHILIPPE BOEGLIN, BERNE



Les antimilitaristes ont dû, hier, s'avouer vaincus rapidement. Leur initiative populaire n'ayant trouvé grâce qu'auprès des cantons de Genève, Neuchâtel, du Jura et de Bâle-Ville. KEYSTONE

Les antimilitaristes n'ont cette fois pas fait durer le suspense. S'ils avaient frôlé la victoire en septembre, dans le vote sur les avions de combat, ils ont dû, hier, rapidement s'avouer vaincus. Leur initiative populaire a échoué par 57,5% des voix, n'ayant trouvé grâce qu'auprès des cantons de Genève, Neuchâtel, du Jura et de Bâle-Ville. Verdict: le peuple ne veut pas toucher au financement des fabricants d'armes.

Les initiants souhaitent interdire à la Banque nationale suisse, aux fondations et aux caisses de pension d'accorder des capitaux aux entreprises qui réalisent plus de 5% de leur chiffre d'affaires avec du matériel de guerre. La défaite ne met pas fin aux revendications antimilitaristes. D'autres sujets les raviveront prochainement.

D'autres munitions

C'est le cas d'une autre initiative populaire, dite «correctrice». Ce texte veut prohiber

les exportations d'armes suisses dans les pays en guerre civile et dans les pays qui violent gravement et systématiquement les droits humains. Le Conseil fédéral a déjà esquissé une alternative à l'initiative. Dans son contre-projet, il rejoint les visées principales des initiants, tout en s'arrogeant la possibilité de faire des exceptions. «Ce pouvoir de dérogation est obscur et très dangereux. Tout dépendra de ce que le Parlement en fera. S'il le supprime, nous pourrions discuter

d'un éventuel retrait de notre initiative», annonce Thomas Bruchez, cosecrétaire politique au Groupe pour une Suisse sans armée (GSSA).

La sénatrice verte Céline Vara (NE) songe à d'autres combats. «Outre la modernisation des missions de l'armée, la problématique des investissements sales de la place financière suisse garde toute sa pertinence. Elle ne s'arrête pas à l'initiative refusée hier.» Cette dernière pourrait servir de nouvelles exigences. «Il

COMMENTAIRE

PHILIPPE BOEGLIN

Un signal pour l'économie, pas pour l'armée

A l'applaudimat, c'est le jour et la nuit. L'initiative sur les «entreprises responsables» a complètement éclipsé celle des antimilitaristes. Marginalisé, cantonné dans l'ombre, le texte voulant interdire le financement des fabricants d'armes a éprouvé de la peine à exister. Il doit se contenter d'un score méritoire, vu le déséquilibre des forces en présence, mais nettement insuffisant.

Rien ne dit qu'il aurait pu prétendre à mieux s'il avait bénéficié d'une meilleure attention médiatique. Car il touchait des cordes ultrasensibles: les emplois, les PME, les retraites, la Banque nationale. Un vrai panthéon, devant lequel les politiciens bourgeois et les milieux économiques ne se sont pas privés d'agiter l'épouvantail de l'insécurité.

En pleine crise économique du coronavirus, la population s'en est remise à ce qu'elle connaît. En cela, son verdict constitue un signal en faveur d'une économie libérale, bien plus que des milieux militaires. Ces derniers restent sous la pression des réformes.

s'agit à présent de faire valoir les 42,5% de oui et s'attaquer au financement indirect des fabricants d'armes, notamment celui qui passe par les fonds d'investissement mélangeant les entreprises les plus diverses», appelle Thomas Bruchez. «La Suisse doit en outre ratifier le traité sur l'interdiction des armes nucléaires.» Certaines revendications sont prises au sérieux par le gouvernement, assure Guy Parmelin, ministre de l'Economie. «Le Conseil fédéral continuera de s'investir pour la paix dans le monde et pour les investissements financiers durables.»

une politique de défense responsable, qui implique une production de matériel de guerre», estime la conseillère nationale Christine Bulliard-Marbach (PDC, FR). «L'initiative aurait privé de financement des PME produisant des composants technologiques. En pleine crise économique, la population n'en a pas voulu», relève son collègue UDC Jean-Luc Aador (VS).



Plus de 40% des suffrages, cela constitue un bon résultat."

THOMAS BRUCHEZ
COSECRÉTAIRE POLITIQUE
AU GROUPE POUR UNE SUISSE SANS ARMÉE

Succès logique

Malgré la défaite, le militant Thomas Bruchez juge que le vote offre une bonne base pour la suite. «Obtenir plus de 40% des suffrages constitue un bon résultat. N'oublions pas que le Groupe pour une Suisse sans armée et les Jeunes Verts affrontaient seuls la majorité parlementaire et le Conseil fédéral.» En face, l'opposition remporte un succès logique, elle qui réunit le centre et la droite politiques, ainsi que les milieux économiques. «Les Suisses ont montré leur attachement à

Le sénateur Philippe Bauer (PLR, NE) évoque, lui, l'interventionnisme étatique. «Les entreprises choisissent ce qu'elles produisent, et l'Etat n'a pas à le leur prescrire. Les Suisses sont par essence acquis aux droits fondamentaux, mais aucune obligation internationale n'interdit la production d'armes.»